



FRANCE

Ecoles primaires : la pénurie d'enseignants confirmée

Les résultats des concours montrent que tous les postes ne seront pas pourvus. Des centaines pourraient rester vacants en Ile-de-France

L'alerte avait été donnée à la mi-mai. Elle est confirmée : les résultats définitifs des concours de recrutement des enseignants du premier degré, qui ont commencé à circuler dans toutes les académies – ou presque –, vendredi 24 juin, confirment, pour la rentrée 2022, les pires craintes agitées par les syndicats d'enseignants : à Paris, 62 enseignants manquent à l'appel (219 postes ouverts pour 157 admis). Il manque 660 postes dans l'académie de Créteil (1079 postes, 419 admis) et 1006 dans celle de Versailles (1430 postes, 424 admis), selon les calculs du SNUipp-FSU.

Seulement un poste sur trois pourvu en Ile-de-France ? A ce stade, le « ratio choc » avancé, vendredi matin, par le site d'informations spécialisé *Café pédagogique* reste à confirmer : on attend, pour le 5 juillet, les résultats des deux concours complémentaires du premier degré instaurés, sous la gauche, à Créteil et à Versailles, pour, à l'époque déjà, tenter d'endiguer la tendance.

Mais difficile d'imaginer qu'ils puissent, seuls, fournir les contingents nécessaires : ces deux concours n'offriraient, à eux deux, que 700 postes – 500 à Créteil, 200 à Versailles, de source syndicale. L'éducation nationale préfère attendre les résultats de tous les

concours (y compris du second degré) pour communiquer.

Cette crise du recrutement, particulièrement aiguë dans les académies franciliennes, concerne des territoires jusqu'ici épargnés par les difficultés. Le « taux d'admissibilité » était faible, cette année, dans plusieurs académies, dont Dijon et Montpellier. Cette dernière fait finalement le plein, mais, à Dijon, où il y avait 1,2 admissible pour un poste, six candidats manquent à l'appel. Un déficit d'une petite poignée d'enseignants est à noter à Amiens, à Besançon et à Nice. A Grenoble, il manque onze enseignants. A Nancy-Metz, quatorze.

Réuni en congrès, à Mulhouse (Haut-Rhin), du 13 au 17 juin, le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire au primaire, n'a pas hésité à parler de « crise structurelle » tendant à « se généraliser ». Face à ces sombres prédictions, que faire ? Il appelle à mettre en place des recrutements, en s'adossant notamment aux listes complémentaires.

Le SE-UNSA a, lui, déposé une « alerte sociale », distinguant des « mesures immédiates » (augmentation du nombre de stagiaires, recrutement en urgence de contractuels...) d'un « travail profond sur l'attractivité » à mener pour tous les métiers de l'éducation. C'est ce qu'il a mis en avant dans un courrier adressé, mercredi 22 juin, au ministre.

« Cellule de rentrée »

Pour réussir à mettre en place un professeur devant chaque classe, le 1^{er} septembre, le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, dispose de peu de temps... et de peu de leviers. « La prochaine rentrée intervient dans un contexte délicat de recrutement de professeurs », a-t-il reconnu, lors de sa première prise de parole officielle, à l'issue du conseil des ministres, le 14 juin. Le ministre s'est alors engagé à ce qu'une « cellule de rentrée » soit active dès le 22 août, dans chaque rectorat, pour « permettre de prévenir et de résoudre les dernières difficultés ».

En guise de solution d'urgence, les rectorats misent, à ce stade, sur le recours aux contractuels. Ces dernières semaines, les académies en tension ont, pour certaines, organisé des « job datings », des opérations de recrutement

express. Le nombre de postes ouverts révélait, déjà, l'ampleur des besoins : à Versailles, on recherchait 700 contractuels pour les écoles primaires (1300 personnels en comptant le second degré). A Paris, quelque 250 postes étaient ouverts. Une méthode qui inquiète la communauté éducative, en particulier dans les académies les plus touchées. « Les élèves des quartiers populaires vont payer le prix fort », s'alarme Guislaine David, secrétaire générale du SNUipp-FSU. Mais, à court terme,





on n'a pas d'autre choix que de recruter des contractuels ».

Signe de l'ampleur de la crise, la FSU, longtemps opposée à la logique de la contractualisation locale d'enseignants n'ayant pas obtenu les concours, avance ses pistes. Le syndicat majoritaire plaide désormais pour l'« accompagnement » des contractuels, en proposant, par exemple, un concours spécifique pour ces derniers, au bout d'un an. « *Il faut absolument former ces enseignants, qui seront, de toute façon, devant les enfants à la rentrée, souligne la FSU. On ne devient pas enseignant en trente minutes de job dating. Il faut proposer un parcours, qui se soldera par un véritable engagement dans la fonction publique.* » ■

**MATTEA BATTAGLIA
ET VIOLAINE MORIN**

En guise de solution d'urgence, les rectorats misent sur le recours aux contractuels

